

Actualité Société

À l'école de le

TEST À Marseille, un établissement sur huit expérimente la « révolution » pédagogique promise par Emmanuel Macron

ENQUÊTE Classes au mobilier flexible, ouverture aux familles, ateliers nature élargissent l'horizon des élèves et des enseignants

Envoyée spéciale
Marseille (Bouches-du-Rhône)



Jardinage et apprentissage du vélo pour des grandes sections de maternelle, atelier jeu d'échecs dans une classe de CE1. VALENTINE VERMEL POUR LE JDD

Ici, des élèves travaillent le graphisme debout devant des pupitres à leur taille. Ailleurs, ils enfourchent des vélos sous l'œil bienveillant de leur maîtresse; ou apprennent à cultiver des légumes avec leurs parents. L'école du futur, qu'Emmanuel Macron appelait de ses vœux en septembre 2021, varie au gré des envies. L'idée de cette expérimentation réellement mise en œuvre à Marseille à la rentrée 2022? Donner plus de moyens et plus de liberté à des établissements pilotes de la cité. Le dispositif devrait être généralisé aux écoles, collèges et lycées volontaires de la France entière, avec un fonds d'innovation pédagogique de 500 millions d'euros.

Dans la deuxième ville de France, où le taux de pauvreté dépasse 50 % dans certains quartiers, une école sur huit (59 au total) s'est lancée dans cette aventure qui concerne environ 11 000 élèves et 690 enseignants. Elles ont été choisies pour leur motivation, leur démarche innovante et les progrès attendus en matière d'apprentissage. « On est parti des besoins exprimés par les établissements, assure Vincent Stanek, le directeur académique des Bouches-du-Rhône. Et on essaie de les accompagner pas à pas. » Fini les consignes venues d'en haut, les initiatives émanent de la base. La fameuse « révolution copernicienne » vantée par le chef de l'État.

Sports, développement durable, langues vivantes, sciences, espaces apprenants, arts et culture... Chacun décline son propre projet. Premier « laboratoire » visité par le JDD : la maternelle Villette Fonscolombe, située en réseau

d'éducation prioritaire (REP), comme 80 % des établissements retenus. La directrice Virginie Depretto-Boffa a saisi l'occasion : « Pour une fois qu'on part du terrain et qu'on nous propose de l'argent ! On a fait un grand brainstorming pour construire l'école de nos rêves. »

La sienne peut désormais faire appel à des intervenants extérieurs. Comme ce musicien qui distribue des maracas aux élèves de petite section. Les enfants battent la mesure, captivés. « Cet éveil musical a un effet apaisant, estime-t-elle. Les petits pleurent beaucoup moins qu'à la rentrée précédente. » Une assistante d'anglais permet aussi de développer l'enseignement bilingue. « Un enfant allophone a parlé français pour la première fois,

se réjouit l'institutrice. Le fait de voir ses camarades s'exprimer dans une autre langue l'a décomplexé ! »

Ici, comme dans une quarantaine d'écoles innovantes, le mobilier flexible a la cote. Une classe est déjà équipée. Poufs verts, bancs gigognes, tables individuelles faciles à bouger... « On peut changer de configuration selon l'objectif pédagogique : travail individuel, deux par deux, en demi-cercle face à moi », se félicite une des enseignantes.

La coéducation, c'est-à-dire le lien avec les familles, a également été renforcée : la directrice propose désormais des cours d'anglais aux parents. Parmi les sept inscrits, trois ont pu se libérer pour ce deuxième rendez-vous. Trois mères au foyer qui espèrent pouvoir aider leurs

enfants, ou, pour Cherifa, retrouver plus facilement un emploi.

Mais tous les rêves n'ont pas été exaucés. Le pôle médical, censé réunir une équipe pluridisciplinaire – orthophonistes, psychomotriciens, protection maternelle et infantile – au sein de l'école, pour faciliter l'accès aux soins des élèves en difficulté, n'existe pas encore. Les problèmes de locaux – neuf classes au lieu des quatre prévues au départ, chaleur excessive, rats... – n'ont pas tous été réglés, la rénovation des bâtiments relevant d'un autre dispositif.

Selon les initiatives, les écoles n'avancent pas au même rythme, et ne se voient pas attribuer les mêmes montants : seuls 45 % des 2,5 millions d'euros prévus pour l'expérimentation ont été dépensés pour l'instant. Et ne bénéficient pas non plus des mêmes renforts : seuls 35 postes à « exigences particulières » ont été créés. L'autonomie ne va pas aussi loin que ce que craignaient les syndicats. « Comme trois autres personnes, le directeur donne son avis sur les candidatures mais il ne recrute pas les enseignants », martèle Dominique Leporati, chef du projet à l'académie d'Aix-Marseille. Un peu plus de liberté malgré tout? Depuis cette semaine, à titre expérimental, 12 écoles bénéficient d'une carte (plafonnée à 1800 euros) leur permettant de faire de petits achats en direct.

Autre aperçu du futur, à l'école élémentaire du Rouet, située dans le centre-ville de Marseille. Les locaux sont spacieux, en bon état; les familles moins défavorisées. Là aussi, l'équipe était volontaire : « On a imaginé un gigantesque projet, axé sur l'aménagement de

l'espace, la coéducation et la citoyenneté », s'enthousiasme le directeur Patrick Lefrançois. Au programme notamment : des « cafés parents », certains samedis matin, pour parler harcèlement, sommeil ou usages du numérique; des « classes promenade » pour découvrir le quartier; et quatre classes flexibles livrées en février dernier.

« Pour une fois qu'on part du terrain et qu'on nous propose de l'argent ! »

Virginie Depretto-Boffa, directrice d'une maternelle

Mais ici, on combine nouveaux mobiliers et triple niveaux, CP-CE1-CE2. « Chacun a la chance de progresser à son rythme, se réjouit Tahia Teikiteetini, une des institutrices qui expérimentent le dispositif. Un élève de CE1 peut travailler l'écrit avec les CP et rejoindre les camarades de son niveau pour les maths. » S'il est encore trop tôt pour évaluer les résultats, la plupart de ses élèves de CP commencent déjà à lire avant les vacances de la Toussaint.

Tabouret culbuto, ballon géant servant de siège, table à roulettes, tableau pivotant... Les enfants apprécient. « Avant, on était chacun sur une chaise, les uns derrière les autres, compare Eden, une CE2. Là, j'arrive mieux à travailler. » Les écoliers coopèrent davantage. Mais

11 000

Le nombre d'écoliers concernés par le dispositif testé à Marseille, soit 15 % des effectifs

80 %

La proportion d'établissements situés en zone d'éducation prioritaire parmi ces écoles pilotes

ÉCOLE DU FUTUR

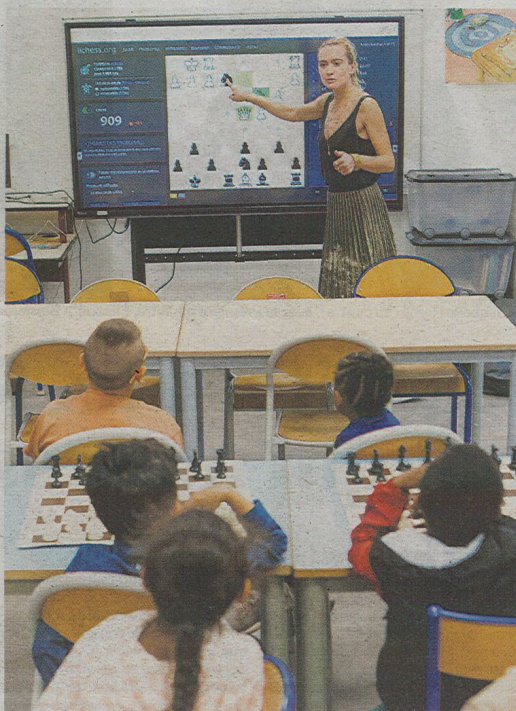
Le nom de l'expérimentation, menée à Marseille, consistant à donner plus de moyens, et plus de liberté, à 59 établissements présentant des projets pédagogiques innovants

CLASSE FLEXIBLE

Des mobiliers adaptés permettent de modular l'aménagement des salles de cours en fonction des activités pratiquées avec les élèves

Actualité Société

leurs rêves



ce changement rime avec... engagement des enseignants. « C'est comme repartir de zéro, décrit cette pionnière. Il faut se mettre en retrait, accepter qu'un groupe travaille seul, apprendre aux élèves à devenir autonomes... » Elle s'est autoformée en s'inspirant d'une blogueuse et de chercheurs en neurosciences. D'autres enseignants viennent à présent observer sa classe. Et l'académie d'Aix-Marseille propose des formations sur les classes flexibles.

Plus au nord de la ville, les écoles maternelles et élémentaire Arenc Bachas Extérieur, classées en réseau éducation prioritaire renforcée,

brassent plus d'une quinzaine de nationalités. L'avenir? « Il n'y a pas que la technologie. Il faut repenser les modes de déplacement, de consommation, le rapport aux écrans, les liens entre humains... Le futur, pour nous, c'est ça! », résume Sandra Cadourin, la directrice de la maternelle.

Pour preuve, les cours de vélo, auparavant réservés à la grande section de maternelle, se déploient désormais jusqu'au CM2. Et les grands ont des bicyclettes flambant neuves. « Jusqu'ici, on vendait des pains au chocolat et on achetait les vélos sur Leboncoin, sourit Marie-Pierre Frigara, la directrice de

l'école élémentaire. On est passés de la débrouille à des projets financés et à plus grande échelle. »

Même chose pour les ateliers jeu d'échecs: 17 classes en bénéficient désormais (contre six auparavant). Les élèves adorent. Et dans ce groupe de CE1, où seuls 4 élèves sur 11 savent lire à la mi-octobre, les échecs apportent, selon la maîtresse, « des compétences transversales: concentration, repérage sur un quadrillage, réflexion pour résoudre un problème, respect des autres... » Quand il est question d'ouvrir un club hors temps scolaire, quasiment tous veulent participer!

Dans ce quartier en mutation, sans jardin, on tente d'élargir l'horizon. Cet après-midi, une intervenante du Relais nature montre aux petits comment planter des légumes. Les enfants malaxent la terre, ravis. L'association Jeanne Barret propose des ateliers jardinage, artistiques et des randonnées urbaines. Et les parents sont bienvenus. « Quand je suis arrivée en France, je ne sortais pas beaucoup, témoigne une mère. J'ai pris confiance en moi. Cette école, c'est comme ma deuxième famille. »

Sans surprise, l'expérimentation est un plus pour les écoliers concernés. « Mais les parents des autres éta-

blissements nous disent: pourquoi pas nous? Cela creuse les inégalités », regrette Christophe Merlino, le président de la FCPE des Bouches-du-Rhône. Chacun a beau pouvoir postuler à l'expérimentation, les critiques demeurent: « Ce dispositif met les écoles en concurrence, et place les élèves dans des conditions d'apprentissages différentes selon l'endroit où ils sont scolarisés », déplore Virginie Akliouat, la secrétaire départementale du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire chez les instituteurs.

L'expérimentation doit être évaluée par l'Éducation nationale

Une délégation sénatoriale a été dépêchée à la demande du groupe socialiste. « Pour l'instant, le contenu de l'« école du futur » reste flou, résume Marie-Arlette Carloti, l'élue PS qui a joué les guides dans son département. La ventilation des fonds manque de transparence. Et l'on regrette que cet argent ne soit pas réservé aux zones d'éducation prioritaire. » Dans quelques mois, le Sénat devrait lancer une mission d'information sur l'autonomie des établissements scolaires, qui était censée être au cœur du dispositif.

L'expérimentation doit par ailleurs être évaluée par l'Éducation nationale. Pour mesurer les effets sur le bien-être des élèves, les relations avec les parents – au cœur de tous ces projets innovants –, chaque école élaborera sa propre grille, aidée par les services académiques. « On va les accompagner sur plusieurs années », promet Christian Abrard, le préfet chargé de suivre ces écoles pilotes. Mais déjà, place à la généralisation, grâce au fonds d'innovation annoncé en août. Dans la cité phocéenne, 38 nouvelles écoles publiques, 5 collèges (sur 25) et 3 lycées (sur 18) seraient volontaires pour l'instant. ●

MARIE QUENET

Des ingrédients bien français.
Nos nuggets sont préparés avec du poulet 100% Français Nature d'Éleveurs.

Pour votre santé, évitez de grignoter entre les repas. www.mangerbouger.fr